



## Tandis que Trump et les républicains s'efforcent de faire dérailler l'enquête sur l'ingérence russe, les démocrates se lancent à la défense du FBI

Par [Barry Grey](#)

Mondialisation.ca, 01 février 2018

[wsws.org](#) 30 janvier 2018

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Services de renseignements](#)

Deux développements lundi, un jour avant le premier discours de Donald Trump sur l'état de l'Union, ont signalé une forte intensification du conflit au sein de la classe dirigeante aux États-Unis.

Le directeur adjoint du FBI, Andrew McCabe, que Trump a attaqué à plusieurs reprises en le qualifiant de pion d'Hillary Clinton et du Parti démocrate, a quitté son bureau à l'improviste cinq semaines avant sa date de retraite prévue. Plus tard dans la journée, la majorité républicaine de la Commission du renseignement de la Chambre (House Intelligence Committee) a défié le département de la Justice en votant pour rendre publique une note classifiée rédigée par le personnel de son président Devin Nunes accusant le FBI d'abuser des lois de surveillance pour espionner les responsables de la campagne électorale de Trump. Le document accuse la haute direction du FBI d'être anti-Trump et de travailler pour saper son administration.

Les républicains de la Chambre ont défié les mises en garde du département de la Justice selon lesquels la publication de la note mettrait en péril les opérations de renseignement américaines. Le procureur général adjoint, Stephen Boyd, a écrit au Congrès la semaine dernière en déclarant que rendre cette note publique sans donner au Département de la Justice et au FBI l'occasion de l'examiner au préalable «serait extraordinairement imprudent».

Ces deux événements signalent l'intensification de plus en plus féroce des efforts de la Maison-Blanche et ses alliés républicains les plus proches au Congrès pour discréditer l'enquête menée par le conseiller spécial et ancien directeur du FBI, Robert Mueller, sur l'ingérence présumée de la Russie dans les élections de 2016, ainsi que sur une possible entrave à la justice par Trump et d'autres fonctionnaires de l'administration.

Le vote à la Commission du renseignement de la Chambre s'est déroulé selon les lignes strictes de parti, la majorité républicaine ayant défait la motion des démocrates pour la publication simultanée d'une note de réfutation rédigée par leur personnel. Trump a cinq jours pour revoir la note et bloquer sa publication, mais cela est très improbable que cela se fasse. Par l'intermédiaire de son chef de cabinet, le général à la retraite John Kelly, Trump a déjà averti le département de la Justice que la présidence voulait que la note contestée soit rendue publique.

Ces développements font suite à des rumeurs selon lesquelles Mueller aurait déjà interrogé James Comey, le directeur du FBI qui était à la tête de l'enquête sur l'ingérence russe et qui a été renvoyé par Trump en mai dernier, de même que le procureur général Jeff Sessions, qui s'est récusé après avoir été surpris en train de mentir au Congrès sur ses contacts avec de hauts fonctionnaires russes. Il a également été rapporté que Mueller avait l'intention d'interviewer Stephen Bannon, le conseiller de la Maison-Blanche qui a aussi été renvoyé, de même que Trump, dans les semaines à venir, ce qui laisse présager une tentative de monter une affaire d'entrave à la justice contre le président.

Tout au long de l'enquête de plus en plus amère sur l'ingérence russe – un scandale concocté de toutes pièces basé sur des allégations non prouvées – les démocrates ont assumé le rôle de défenseurs patriotiques des services de renseignement et de police, ainsi que de Mueller contre les critiques de la Maison-Blanche et des républicains. Cela est conforme à l'orientation de droite sur laquelle ils ont bâti leur opposition au président fascisant.

Les priorités des démocrates – qui n'ont rien à voir avec la défense des droits démocratiques et des conditions sociales des travailleurs, qu'ils soient immigrés ou nés au pays – ont été bien résumées en fin de semaine lorsque le chef de la majorité au Sénat, Charles Schumer, a annoncé qu'il exigerait que toute résolution du vote du budget devait comprendre l'inclusion d'une disposition protégeant Mueller contre tout renvoi par la Maison-Blanche. Cette prise de position est survenue quelques jours seulement après qu'il ait exprimé son accord pour négocier une entente budgétaire sans la moindre protection pour les immigrants du programme DACA menacés d'expulsion depuis la fin de ce programme ordonné par Trump en septembre dernier.

Dans ce conflit entre les deux camps de droite de l'impérialisme américain, les démocrates sont alliés aux sections dominantes du complexe militaire et du renseignement qui s'opposent à tout assouplissement de la posture militaire agressive adoptée depuis l'administration Obama à l'égard de la Russie. Ils sont déterminés à maintenir la pression sur Trump pour intensifier l'offensive contre Moscou, ou, si nécessaire, le démettre de ses fonctions.

La campagne maccartiste contre la Russie sert également des objectifs politiques précis pour les démocrates, soucieux de canaliser l'opposition populaire à Trump dans une direction réactionnaire et militariste. Ces objectifs sont soulignés par les efforts, menés par le Parti démocrate et ses alliés des médias tels que le *New York Times* et le *Washington Post*, pour utiliser la campagne antirusse comme justification de la censure sur Internet afin d'exclure tout point de vue oppositionnel et antiguerre sous la bannière frauduleuse de la lutte contre les «fausses nouvelles» qui seraient encouragées par des puissances étrangères.

Après la retraite anticipée de McCabe et le vote pour la publication de la note de Nunes, les démocrates se sont empressés de garantir l'intégrité des bureaucrates et des assassins professionnels qui espionnent le peuple américain et la population mondiale et organisent d'innombrables conspirations contre les droits démocratiques de la population.

Suite au vote à la Commission du renseignement de la Chambre, le leader démocrate Adam Schiff a annoncé que les dirigeants républicains, en plus de pousser pour la publication de la note de Nunes, avaient dit pour la première fois que la Commission enquêtait sur le FBI et le département de la Justice. Schiff a dénoncé cela comme une «grande attaque contre deux

de nos institutions respectées».

Le procureur général de l'époque d'Obama, Eric Holder, a fustigé les «attaques absurdes contre le FBI et le département de la Justice pour détourner l'attention d'une enquête criminelle légitime».

Dans une interview accordée à *Politico*, le vice-président démocrate de la Commission du Sénat sur le renseignement Mark Warner, un PDG multimillionnaire, a déclaré: «C'est extrêmement dangereux, extraordinairement imprudent», car les Américains pourraient «perdre la foi dans l'intégrité de nos organismes d'application de la loi».

Il a lié la note de Nunes à une soi-disant subversion russe via les médias sociaux, déclarant: «Le plus grand groupe soutenant ces fausses théories est en fait des bots russes: des comptes activés par les Russes qui essaient de répandre ces histoires.»

Lors d'un point de presse lundi à la Maison-Blanche, la porte-parole Sarah Huckabee Sanders a nié que Trump ait joué un rôle dans la retraite anticipée de McCabe. Or tant Trump que les républicains au congrès ont été sur le dos de McCabe depuis la campagne électorale de 2016. Ils l'ont associé à la décision de Comey de ne pas accuser Hillary Clinton dans le cadre de l'enquête sur son utilisation d'un serveur de messagerie privé alors qu'elle était secrétaire d'État. Ils ont également souligné qu'en 2015, l'épouse de McCabe a brigué un siège au Sénat de l'État de Virginie sous la bannière démocrate et a reçu près de 500.000 \$ en fonds de campagne d'un comité d'action politique contrôlé par Terry McAuliffe, un proche associé des Clinton.

En outre, la semaine dernière, le *Washington Post* a rapporté qu'après avoir renvoyé Comey, Trump aurait rencontré en privé McCabe, qui était alors directeur du FBI, et lui aurait demandé pour qui il avait voté lors des élections de 2016.

*CNN* a rapporté lundi que le procureur général Sessions avait déclaré au directeur du FBI, Christopher Wray, qu'il avait besoin de nommer une nouvelle équipe de hauts dirigeants à l'Agence et qu'il lui avait spécifiquement suggéré de se débarrasser de McCabe et du meilleur avocat du bureau, James Baker. Ce dernier a été muté à la fin de l'année dernière. Wray a par la suite informé McCabe qu'il venait avec sa propre équipe et qu'il (McCabe) n'en ferait pas partie.

Il a également été rapporté que l'inspecteur général du département de la Justice publiera bientôt un rapport sur la façon dont le FBI a traité l'enquête sur le courrier électronique de Clinton qui éclaboussera McCabe ainsi que d'autres fonctionnaires du département de la Justice.

La note de Nunes est basée sur des allégations selon lesquelles le FBI aurait induit en erreur le tribunal de la *Foreign Intelligence Surveillance Act* (FISA) – la loi sur la surveillance et les renseignements étrangers – en demandant un mandat à la fin de l'été ou à l'automne 2016 pour espionner Carter Page, un ancien banquier d'investissement auparavant basé à Moscou et devenu par la suite conseiller en politique étrangère pour la campagne Trump.

Il est largement rapporté que la violation présumée du tribunal de la FISA implique l'utilisation d'informations provenant d'un «dossier Trump» compilé par Christopher Steele, un ancien agent de renseignements britannique, afin d'obtenir un mandat pour la FISA sans toutefois informer le tribunal que l'enquête de Steele aurait été financée par la campagne

Clinton et le Comité national démocrate.

Selon le *New York Times*, la note vise spécifiquement le sous-procureur général Rod Rosenstein, qui a nommé Mueller conseiller spécial et qui supervise maintenant l'enquête. Le quotidien affirme que Rosenstein a demandé une prolongation du mandat de la FISA pour espionner Page. Trump se serait plaint ces derniers jours du rôle de Rosenstein et l'aurait poussé à la retraite.

Il semble que le département de la Justice soit lui-même divisé à l'interne par rapport à la note de Nunes. Dans un discours prononcé vendredi en Virginie, le procureur général Sessions a pris ses distances par rapport au procureur général adjoint Boyd qui met en garde contre la publication de la note. Sessions a en effet dit qu'il ne tolérerait pas «une culture de la défensive» et ajouté que son département n'avait pas à cacher «les erreurs lorsqu'elles se produisent.»

Barry Gray

Article paru en anglais, WSWS, le 30 janvier 2018

Source de la photo A la Une : [Daily Star](#)

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Barry Grey](#), [wsws.org](#), 2018

---

Articles Par : [Barry Grey](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)